



**DÉTOX**

## INTRODUCTION

### **Intoxication au libéralisme? Le remède Jeunes FGTB!**

« *Marre de payer pour les chômeur-euses!* »

« *Les services publics? Toujours en grève!* »

« *N'empêche qu'il y avait plus de boulot quand les femmes ne travaillaient pas!* »

« *Marre de ces étranger-es qui ramènent toute leur famille en Belgique aux frais des contribuables!* »

Qui n'a jamais entendu ce genre de réflexions, au coin du bar, au supermarché ou au boulot? Elles seraient de « *bon sens* », voire « *logiques* »... Si tout le monde les répète, il doit bien y avoir une raison, non?

Eh bien oui, il y en a une. Mais ce n'est pas celle que l'on croit... Le discours libéral dominant, relayé par les médias, est facile à retenir, car il est composé de petites phrases et de pensées prêtes à l'emploi. Pour détourner les travailleur-euses d'un penchant naturel pour la solidarité, on les monte les uns et les unes contre les autres: si tu perds ton emploi ou si tu n'arrives pas à en trouver un, c'est la faute « *des étranger-es, des femmes, des fonctionnaires et des chômeur-euses qui sont payé-es à ne rien faire et profitent du système...* »

Résultat: les gens ne réfléchissent pas à leur condition sociale et n'arrivent pas (que le Dieu du Marché nous en garde!) à la seule conclusion possible: le problème ne vient pas des autres travailleur-euses qui sont dans la

#### **Pour les lecteur-rices non averti-es**

Notre militantisme se compose de beaucoup de combats. Notamment celui pour l'égalité entre hommes et femmes. C'est pourquoi cette brochure est rédigée selon les règles grammaticales de féminisation des textes. Donc si vous pensiez que dans le titre de ce cadre il y avait une faute... eh bien, non! C'est juste que la militance doit aussi transparaître dans la rédaction des textes... Bonne lecture, camarades!



même m... , mais bien du système capitaliste!  
Aux Jeunes FGTB, on est plus futé-es que le patronat et on le sait ☺ Son discours simpliste ne passe pas par nous. On sait que ce qui lui fait peur, c'est le mouvement uni des travailleur·euses. Face à cette guerre entre les victimes de l'exploitation, la seule réponse c'est la lutte des classes.

La présente brochure a pour objectif de « casser » ces petites phrases assassines par quelques arguments clairs et précis. Elle est facile à lire, amusante et terriblement efficace contre l'offensive de la droite. Elle tient dans une poche et vous pouvez l'emmener partout.

Alors, la prochaine fois que vous entendez une personne débâter ardemment ces lieux communs, dégainez votre brochure et gagnez la bataille des idées!

4



**Le capitalisme nuit  
gravement à toutes  
les travailleur·euses**

**Que la désintoxication commence!**

## SOMMAIRE

■ Les profs	6
■ Transports en commun	9
■ Services publics	13
■ Emploi	16
■ Fiscalité	22
■ Mobilité	26
■ Europe	29
■ Chômage	33
■ Sécurité sociale	36
■ Enseignement et formation	39
■ Les actionnaires	41
■ Égalité salariale	44
■ Réduction collective du temps de travail	47
■ Les pensions	51
■ Immigré-es	55
■ La crise	59

5



## LES PROFS

**La prochaine fois qu'un-e 🦋🦋🦋 te dira : « Moi aussi je veux bien être enseignant-e et travailler 20 heures/semaine... » INTOX!<sup>1</sup>**

### L'INFO, c'est plutôt...

Malgré le discours général discréditant le métier d'enseignant-e, l'horaire hebdomadaire varie entre 20 heures et 32 heures de prestation devant les élèves. Ces heures, il faut les préparer. De plus, le métier d'enseignant-e ne se résume pas à ces heures de prestation et de préparation.

#### Juste un petit calcul

Un ou une prof de français expérimenté-e qui a 120 élèves consacre au minimum un quart d'heure à la correction d'une seule dissertation :

$120 \times 15 \text{ minutes} = 1\,800 \text{ minutes} = 30 \text{ heures.}$

En effectuant 4 contrôles par trimestre :

$4 \times 30 \text{ heures} = 120 \text{ heures}$

Et donc une moyenne de 10 heures de plus par semaine...

On est bien loin des 20 heures/semaine!

On peut rajouter à cela: accueils, formations, délibérations, conseils de classe, réunions de parents, formations pédagogiques, recherche et documentation, rédaction des « Plans Individuels d'Apprentissage », réunions entre enseignant-es de même discipline pour s'accorder aux programmes et aux méthodes, obligation de pratiquer

1] Lettre ouverte des professeur-es du secondaire à la ministre de l'Enseignement, Dominique Simonet : « De la pédagogie à la démagogie budgétaire », Liège, le 13 septembre 2009.

de l'interdisciplinaire, réunion de collaboration et de suivi pédagogique primaire-secondaire... Le « Pacte pour un Enseignement d'Excellence » ajoute également de nombreuses charges de travail aux enseignant-es.

Le « prêt du livre », les excursions, les voyages scolaires, les spectacles, les olympiades et autres concours... sont du bénévolat. Pourtant, ces activités se préparent pendant des semaines, participent à l'épanouissement des enfants et procurent de la fierté aux parents.

### Les heures de préparation ne sont pas rémunérées!

Les enseignant-es sont rémunéré-es uniquement pour les prestations de leur plage horaire. Tout travail supplémentaire est presté gratuitement.

En effet, l'enseignement est un des secteurs où les heures supp'ne sont pas rémunérées.

### Si enseigner est un métier si facile, pourquoi y a-t-il une telle pénurie?

Si l'enseignement était un métier si peinard, une personne sur deux ne démissionnerait pas dans les 5 premières années de fonction. Il n'y aurait pas une si grande pénurie dans le secteur.

Il ne faut pas oublier la fatigue et le stress générés par une heure de cours donnée. Connaissez-vous des artistes qui jouent ou des hommes ou femmes de loi qui plaident 20 heures à 24 heures par semaine? Ne se repose-t-on pas une demi-heure, après 30 minutes de traduction/interprétation?

La pénibilité n'est pas seulement liée aux heures de cours prestées, mais aussi au manque de moyens accordés pour l'encadrement du personnel enseignant débutant,

6



7



les outils pédagogiques, les activités parascolaires, le soutien aux jeunes en stage professionnel, les infrastructures (combien d'écoles tombent en ruine?)

L'enseignement doit devenir une priorité: il revient aux gouvernant-es de redorer l'image de l'enseignant-e après des années de déconsidération.

L'excellence de l'enseignement passe aussi par son financement!

8



## TRANSPORTS EN COMMUN

**La prochaine fois qu'un-e 🧠⚡💀🌪️ te dira: « SNCB, TEC, STIB... toujours en grève, il faut cesser de prendre les usager·ères en otage! À quand le service minimum? Le droit de grève c'est bien beau, mais le droit au travail alors... » INTOX!**

### **L'INFO, c'est plutôt...**

#### **Le service minimum existait déjà!**

Le service minimum librement négocié existe déjà depuis longtemps, notamment là où la sécurité et la santé sont en jeu. Les syndicats sont responsables et ne mènent pas des actions qui pourraient nuire à la sécurité de la population. Électoralement, il est évidemment facile de se poser en « *sauveur·euse* » des usager·ères en réclamant un « *service minimum* ».

9



Le texte de loi entré en vigueur en 2019 est loin d'être concluant! Il prévoit le dépôt d'un préavis de grève huit jours à l'avance et impose aux travailleur·euses souhaitant faire grève de le déclarer quatre jours avant celle-ci. Ces dispositions ne laisseraient alors que 4 jours à la direction pour établir un plan de transport propre à chaque grève. Pour que les trains roulent, il est nécessaire qu'au moins 85 % du personnel d'Infrabel, responsable de la signalisation, soient opérationnels. C'est la mort du droit de grève!

Dans le cas contraire, les travailleur·euses non-grévistes se verraient contraint·es de travailler au minimum deux services de suite, soit un total de 16 heures, augmentant

significativement les risques d'erreurs humaines liées à la fatigue. Erreurs qui par le passé se sont déjà révélées dramatiques...

Les adeptes les plus opiniâtres du service minimum sont aussi ceux et celles qui prônent ouvertement la réduction des prestations garanties par le secteur public ainsi que la diminution du financement des missions de service public... Vous avez dit paradoxe ?

La revendication d'un « *service minimum* » est une manœuvre patronale qui vise à porter atteinte au droit de grève. Et n'oublions pas qu'avec l'instauration d'un service minimum, même si vous êtes dans l'incapacité de vous rendre sur votre lieu de travail, vous serez en tort.

Que l'on y travaille ou qu'on les utilise, on doit être du même côté dans le combat pour des services publics de qualité.

Quand une grève éclate dans un service public, c'est toujours un échec : pour ceux et celles qui ne bénéficient plus des services, mais aussi pour le personnel, car le dialogue social a capoté. La meilleure garantie contre les grèves est d'assurer une meilleure concertation sociale.

### **Il faut se battre pour un service maximum !**

« *Prendre les gens en otage* » — « *Faire du chantage à la grève* »... Le vocabulaire utilisé par le patronat et la droite est loin d'être neutre ! Ils essayent tout simplement d'assimiler action syndicale et terrorisme.

C'est oublier que l'énorme majorité des problèmes rencontrés par les usagers et usagères ne sont pas causés par les quelques grèves.

Les retards, les trains supprimés, surchargés ou mal nettoyés, les gares désertées... sont causés majoritairement par les politiques libérales de privatisation qui visent à la rentabilité financière au détriment du service au public. Rien à voir avec l'action syndicale !

Pour les quelques chiffres sur la ponctualité et les suppressions<sup>2</sup> disponibles dans le rapport de 2020, la responsabilité s'établit comme suit :

- SNCB (29,9 %) ;
- Infrabel (26,5 %) ;
- Tiers (en ce compris les grèves mais surtout les incidents de personnes, intempéries, vandalisme, vols, alertes diverses...) (38,4 %) ;
- Autres (4,7 %).

Ajoutons que<sup>3</sup> :

- la SNCB n'occupe plus que 28438 personnes en 2021 contre 64753 en 1982 ;
- le nombre de gares et de points d'arrêts est passé de 1003 en 1980 à 555 en 2021, soit une diminution de 45 % ! ;
- la SNCB dispose de 13 ateliers de maintenance et de réparation en 2022 contre 33 en 1993. Le terrible accident survenu à Buizingen, en 2010, montre malheureusement que les services publics doivent être refinancés pour une qualité maximum !

La diminution constante du nombre de travailleur-euses, de points d'arrêts et des ateliers de maintenance est in-

2] [opendata.infrabel.be/pages/punctu2020](https://opendata.infrabel.be/pages/punctu2020) - [opendata.infrabel.be/page/punctuality](https://opendata.infrabel.be/page/punctuality)

3] [belgiantrain.be/fr/about-sncb/enterprise/publications/annual-reports-2021](https://belgiantrain.be/fr/about-sncb/enterprise/publications/annual-reports-2021)



versement proportionnelle au nombre de voyageur-euses enregistrés-es: 223 millions en 2012, 243,9 millions en 2018 et 253,4 millions en 2019. Les chiffres en baisse de 2020 (184,1 millions) et 2021 (171,8 millions) sont le reflet des périodes de confinement prises lors de la crise du COVID-19.

Depuis 2000, on constate une augmentation de 60 % d'usager-es associée à une baisse de personnel de 30 %. À l'heure de l'urgence climatique, il est urgent d'investir massivement dans les transports publics.

Le chiffre provisoire (calculé en octobre) de 225 millions de passager-ères en 2020 est certes moins élevé que ceux de la période pré-covid, mais la perspective estimée de 294 millions d'usager-ères pour 2032 ne fait que confirmer que les gouvernements doivent mieux financer le secteur public et améliorer les conditions de travail et de rémunérations de ses travailleur-euses afin de garantir le service que la population est en droit de recevoir. La possibilité d'ouverture à la concurrence du transport passager au niveau national en 2023 ne semble pas (au regard des expériences anglaises, allemande et suédoise<sup>4</sup>) pouvoir garantir ce service. Heureusement, la SNCB devrait être désignée pour le transport ferroviaire domestique de voyageurs sur l'ensemble du réseau pour les 10 prochaines années<sup>5</sup>.

La seule solution reste pour le Jeunes FGTB: un service public maximum de qualité!

4] [sites.uclouvain.be](https://sites.uclouvain.be) pour l'étude: O. MALAY and L. VAN KEIRSBIJCK, *Libéralisation du rail: qui va gagner, qui va perdre?*, Institut de recherches économiques et sociales de l'UCL, janvier 2019.

5] [belgiantrain.be/fr/about-sncb/entreprise/publications/annual-reports-2021](https://belgiantrain.be/fr/about-sncb/entreprise/publications/annual-reports-2021)

## SERVICES PUBLICS

**La prochaine fois qu'un-e 🧠🗡️💀🧠 te dira: « // faut dégraisser la fonction publique, il y a trop de fonctionnaires. » INTOX!**

**L'INFO, c'est plutôt...**

**Le service public? La richesse de toustes!**

Les services publics sont essentiels pour assurer l'égalité entre les citoyen·nes. Soins de santé, accueil de la petite enfance, enseignement, enlèvement des déchets, service incendie, administration des finances chargée de traquer la fraude fiscale... Nous profitons toustes des services publics à un coût minimal, car ils ne sont pas régis par la logique du marché: celle du profit maximal.

Les services publics sont un patrimoine collectif mis à la disposition du peuple, il ne s'agit pas d'entreprises privées qui doivent dégager du profit sur le dos « *de la clientèle* »! Les hommes et femmes politiques de droite veulent les réduire, les privatiser afin de permettre à des entreprises privées de faire du profit sur la satisfaction de nos droits fondamentaux. Inégalité d'accès, qualité moindre, augmentation des prix sont les conséquences directes des privatisations. Dans ce cadre, il faut bien dégager des profits: quoi de plus facile que de vendre un service de moins bonne qualité au même prix, voire plus cher? Comment peut-on jouer avec la qualité de l'enseignement, l'accueil de la petite enfance ou l'accès aux soins de santé...

Le service public doit rester un instrument de solidarité pour la collectivité. Cela passe par la maîtrise de secteurs

12



13



stratégiques (transports, télécommunications, audiovisuel, énergie, eau...) et la satisfaction des besoins collectifs (enseignement, culture, santé, logements sociaux...). Le développement des services publics est également un moyen pour assurer la satisfaction de besoins actuellement délaissés comme, par exemple, l'aide aux personnes âgées ou les crèches.

### Le-la fonctionnaire rapporte plus à la société qu'il n'en coûte<sup>6</sup>

Un exemple? Les agent-es de contrôle des impôts. En 2016, le résultat du contrôle fiscal a subi une perte d'un milliard d'euros par rapport à 2011. Cette perte s'explique par la diminution du nombre de fonctionnaires affectés aux contrôles fiscaux. Iels sont passés de 5 235 agent-es en 2011 à 2 715 courant 2017. Cette baisse significative des fonctionnaires se justifie par leur coût! Or, on peut voir par les chiffres que la diminution des contrôles entraîne une perte de recette pour l'État: un-e contrôleur-euse fiscal-e lui rapporte 7 fois son salaire!

Et même s'il est difficilement chiffrable, l'apport à la collectivité des infirmiers, infirmières, profs, des hommes et femmes du feu... est inestimable.

### Le criant exemple de la privatisation du marché de l'énergie!

La privatisation du marché de l'énergie en Belgique s'est finalisée en 2007. Depuis, les intercommunales gèrent uniquement la gestion de distribution, des installations techniques et des compteurs sur le territoire tandis que des entreprises privées sont responsables de la vente de l'électricité et du gaz naturel.

6] [infocenter.belgium.be/fr/statistiques/spf-finances/emploi/repartition](http://infocenter.belgium.be/fr/statistiques/spf-finances/emploi/repartition)

Les conséquences qui découlent de cette privatisation sont désastreuses:

- l'augmentation significative du coût de l'électricité et du gaz naturel amène à la précarité énergétique! Et cette précarité tue! En effet, selon l'EDEPI (L'index européen de pauvreté énergétique) en 2019, 21,1 % des Belges sont incapables de chauffer leur maison en hiver et 22,5 % sont dans l'impossibilité de la refroidir l'été. L'explosion des prix en 2022, suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, plonge de plus en plus de familles dans la précarité énergétique en Belgique<sup>7</sup> tout en remplissant les poches des actionnaires du secteur. TotalEnergies annonce par exemple un bénéfice record de 6,6 milliards d'euros au 3<sup>e</sup> trimestre 2022, soit une hausse de 43 % par rapport au même trimestre en 2021... ce en plein cœur de la crise<sup>8</sup>;
- la complexification du marché de l'énergie amène à des inégalités. Ce sont les ménages ayant des revenus plus élevés qui ont le temps et les compétences nécessaires pour comparer les différentes offres, chaque année. Pour une grande majorité, ce sont les ménages à faibles revenus qui ne changent pas de fournisseurs.

La crise du Covid a d'ailleurs démontré les limites du système capitaliste où les privatisations sont règles d'or! Les délocalisations de branches de production ont amené

7] [lalibre.be/belgique/societe/2022/09/19/plus-de-60-des-belges-craignent-de-ne-pas-pouvoir-payer-leurs-factures-denergie-en-particulier-les-wallons-TXR6ZE6VOVABXNH5VOYZGOLYKI](http://lalibre.be/belgique/societe/2022/09/19/plus-de-60-des-belges-craignent-de-ne-pas-pouvoir-payer-leurs-factures-denergie-en-particulier-les-wallons-TXR6ZE6VOVABXNH5VOYZGOLYKI)

8] [lemonde.fr/economie/article/2022/10/27/totalenergies-annonce-un-benefice-de-6-6-milliards-de-dollars-au-troisieme-trimestre-2022\\_6147526\\_3234.html](http://lemonde.fr/economie/article/2022/10/27/totalenergies-annonce-un-benefice-de-6-6-milliards-de-dollars-au-troisieme-trimestre-2022_6147526_3234.html)





à des pénuries de masques, gel hydroalcoolique, surblouse... Il est temps de repenser à une économie plus juste et équitable! Ce ne sont pas les services publics qui la tuent et qui mènent à des crises socio-économiques, mais bien le monde capitaliste!

16



## EMPLOI

**La prochaine fois qu'un·e 🧠🔪💀👤 te dira: « Heureusement qu'il y a les entreprises pour créer de l'emploi, laissez-les entreprendre! » INTOX!**

**L'INFO, c'est plutôt...**

**Le patronat ne veut pas créer de l'emploi pour toutes!**

« *Laissez-nous entreprendre!* » beugle le monde patronal... Cela signifie plus d'argent pour lui et ses actionnaires. Nous savons très bien qu'« entreprendre », pour la classe dirigeante, veut dire engranger des profits et non créer de l'emploi convenable pour tout le monde.

La politique libérale s'accompagne parfaitement d'un certain taux de chômage. En effet, selon la théorie du NAIRU<sup>9</sup>, le chômage peut être utile au patronat. Pourquoi? Car avec un taux de chômage élevé, ce sont les travailleur·euses qui se retrouvent sous pression. Qui oserait encore demander de meilleures conditions de travail ou une augmentation quand on sait que des milliers de personnes attendent de prendre la place? Ce chômage structurel permet donc aux capitalistes de s'octroyer une part toujours plus importante des richesses produites.

Quelques autres mesures libérales qui font monter cette pression:

- le contrôle de la disponibilité des chômeur·euses: comment les obliger à trouver un emploi, dans le

9] « *Non accelerating inflation rate of unemployment* », soit, le taux de chômage n'accroissant pas l'inflation.

17



Richesse produite par le Travail

### Salaire total : les grandes composantes salariales

Salaire total

Bénéfices

### Salaire brut

Net

Précompte professionnel

Cotisations sociales (13,07%) \*

Cotisations sociales (32,34%) \*

Pensions complémentaires, Fonds sectoriel

25,1% \*\*

Bénéfices consacrés à l'investissement

Bénéfices consacrés à rémunérer les actionnaires

Salaire direct

Salaire indirect

Salaire direct + Salaire indirect  
-----  
Pouvoir d'achat

Financement du fonctionnement de l'État et des services publics

Sécurité sociale

18



19



\* Taux facial  
\*\* Taux moyen réel : 25,1 %  
(Chiffres : Commission européenne).



contexte actuel du marché du travail ? Au 2<sup>e</sup> trimestre 2021 en Wallonie, 37 061 emplois<sup>10</sup> étaient déclarés vacants pour 202 978 demandeur-euses<sup>11</sup>... soit 1 emploi pour un peu plus de 5 personnes. Au deuxième trimestre 2022, 213 822 emplois étaient déclarés vacants en Belgique<sup>12</sup> pour un total national de 433 485 demandeur.euses, soit 1 emploi<sup>13</sup> pour un peu plus de 2 personnes. Ces contrôles, alors qu'il n'y a pas assez d'emplois pour toutes, peuvent avoir pour conséquences la perte des allocations, dernier frein contre la pauvreté extrême ;

- obliger les personnes à travailler plus longtemps alors que le chômage des moins de 25 ans atteint 25,2 % en Wallonie et 18,1 % en Région bruxelloise<sup>14</sup> est un non-sens ! Au 1<sup>er</sup> janvier 2019, les 18-24 ans représentaient 8,41 % de la totalité des Wallonnes dépendant directement d'aides du CPAS, faisant ainsi de cette catégorie d'âge la population la plus représentée à ce niveau. La baisse du taux de chômage tant vantée par les gouvernements s'explique en grande partie par :
  - l'exclusion de tout un public du système des allocations de chômage ;
  - le nombre de plus en plus élevé de jeunes en stage d'insertion qui ne bénéficient pas d'allocations ;

10] [iweps.be/indicateur-statistique/emplois-vacants-wallonie](https://iweps.be/indicateur-statistique/emplois-vacants-wallonie)

11] [wallonie.be/fr/actualites/le-nombre-de-demandeurs-demploi-baisse-depuis-un-en-wallonie](https://wallonie.be/fr/actualites/le-nombre-de-demandeurs-demploi-baisse-depuis-un-en-wallonie)

12] [statbel.fgov.be/fr/themes/emploi-formation/marche-du-travail/emplois-vacants#news](https://statbel.fgov.be/fr/themes/emploi-formation/marche-du-travail/emplois-vacants#news)

13] Précisons qu'il n'y a aucune information sur les contrats proposés (intérim, CDD...).

14] [iweps.be/indicateur-statistique/taux-de-chomage-bit/#:~:text=Le taux de chômage des,%20C3 %25 en 2021](https://iweps.be/indicateur-statistique/taux-de-chomage-bit/#:~:text=Le%20taux%20de%20chomage%20des,%20C3%20%25%20en%202021)

- la précarité des contrats, de parfois quelques heures, proposés aux jeunes et qui les font disparaître des statistiques chômeurs. »

En 2018, la FGTB a estimé à 700 000 le nombre total de travailleur-euses sans emploi en Belgique, ce qui représente 50 % de plus que les statistiques du nombre de chômeur-euses. Retarder les pensions, c'est maintenir sur le marché de l'emploi nos aînés au détriment de leur santé et empêcher une grande partie des plus jeunes à accéder à l'emploi. Il est faux de prétendre que les pensions sont impayables : nous produisons de plus en plus de richesses chaque année, mais celles-ci sont de plus en plus inégalement distribuées suite aux multiples mesures décidées par des gouvernements de droite successifs !

## Le patronat et le monde libéral veulent détruire les droits que nous avons conquis !

Quand ils parlent de « *charges patronales* », c'est de nos cotisations sociales dont il s'agit, c'est une partie de notre salaire qu'ils veulent empocher à notre place !

En effet, après la Seconde Guerre mondiale, patronat et syndicats négocient le compromis d'après-guerre. Ce compromis vise à mieux partager les richesses produites par les travailleur-euses. La Sécurité sociale naît. Les cotisations sociales perçues sur les salaires servent à alimenter la Sécurité sociale.

Voir schéma, pages 18 & 19.

Depuis 40 ans, les mesurette prises par les différents gouvernements pour créer de l'emploi n'ont fait que détrico-



ter ce compromis: réduction des « *charges patronales* », donc réductions des cotisations sociales. Les plans se suivent et se ressemblent tous: Rosetta, Activa, Win-Win, SESAM, Impulsion... On peut aussi ajouter la dispense totale des cotisations patronales de base à la sécurité sociale pour une durée indéterminée pour un-e première-e travailleur-euse-euse engagé-e après le 31 décembre 2015 et avant le 1<sup>er</sup> janvier 2021... En gros, l'État subventionne le profit capitaliste.

Ce vol de nos cotisations sociales se double d'attaques contre les périodes de préavis, l'indexation des salaires, pour la flexibilité au travail. Les revendications du monde patronal et libéral montrent bien qu'il n'a pas évolué depuis 200 ans.

Le combat syndical a amené le progrès social. Nous devons persévérer dans cette voie: les richesses doivent être mieux réparties entre ceux et celles qui les produisent!

22



## FISCALITÉ

La prochaine fois qu'un-e 🧠🔪💀👁️ te dira: « *Trop d'impôt tue l'impôt!* » ou « *Y en a marre de la rage taxatoire!* » INTOX!

**L'INFO, c'est plutôt...**

**L'impôt c'est une qualité de vie pour toustes!**

La critique de l'impôt fait partie du programme de la droite, qui vise à revenir au « chacun pour soi ». Sans impôt, plus de services publics ni de soins de santé publics accessibles à tous. Les enfants de pauvres n'iraient donc plus à l'école, se déplaceraient à pied ou ne se déplaceraient pas, ne pourraient pas se soigner... Seuls les enfants de riches pourraient se payer l'école (privée), se déplacer grâce aux transports (privés) ou aller à la clinique (privée)...

**Sans intervention de l'État, donc sans impôts, voici ce que coûteraient certains services:**

Service	Avec Impôt	Sans impôt
Un trajet de bus	entre 2,60 € et 3 €	16 €
Une année en maternelle*	0 €	3300 €
Une année à l'Université*	835 €	8000 €

\* Hors coûts connexes: sorties, matériel, etc.

**C'est toudi li p'tit qu'on spotche!**

Ce sont généralement ceux et celles qui détiennent un gros capital (patronat, rentiers, rentières, actionnaires) qui critiquent le plus l'impôt. On les « *empêche d'entreprendre* » ou « *l'impôt de 33,99 % sur les bénéficiaires est trop élevé* » pérorant ces personnes... Elles oublient que

23



de nombreux mécanismes de déductions fiscales sont mis en place depuis les années 1980. Ces réformes profitent évidemment aux plus grosses entreprises, certaines parvenant à payer des impôts ridicules :

- la réforme de l'impôt des sociétés s'est caractérisée par une diminution du taux normal de 33,99 % à 29 % en 2018 (exercice fiscal 2019). En 2020 (exercice fiscal 2021), il est passé à 25 % !;
- les 1000 sociétés les plus bénéficiaires de Belgique payent un taux d'imposition moyen de 12,6 % ;
- les 50 sociétés belges championnes de l'évitement fiscal ont par ailleurs payé en 2017 un taux d'imposition moyen de 2,6 % !;
- les entreprises considérées comme petites selon le droit belge des sociétés bénéficient depuis 2018 d'un abaissement du taux d'imposition à 20 % pour la première tranche de 100000 € du résultat fiscal.

24



Les chiffres de la page suivante permettent d'estimer que sur les 51,6 % du PIB que représentent les recettes de l'État, le citoyen et l'État lui-même contribuent à hauteur d'environ 45 % ! À peine 6,6 %<sup>15</sup> des recettes proviennent des entreprises et des détenteurs de capitaux !

15) Ce chiffre englobe les 4,4 % sur les bénéfices de société (voir tableau, page 25) et une estimation de 2,2 % pour ce qui est, notamment, des droits de succession et d'enregistrement des grands détenteurs de capitaux.

**Sources principales des ressources de l'État, en 2018  
(51,6 % du PIB)**

	Citoyen	État	Entreprises et détenteurs de capitaux
Prélèvements applicables essentiellement aux revenus du travail (IPP et cotisations sociales): 24,9 %	<b>X</b>		
Impôts sur le bénéfice des sociétés: 4,4 %			<b>X</b>
Prélèvements sur les autres revenus et sur le patrimoine (précompte mobilier des particuliers, le précompte immobilier ainsi que les droits de succession et d'enregistrement): 4,1 %	<b>X</b>		<b>X</b>
Impôts sur les biens et les services (TVA, Accises): 11,2 %	<b>X</b>		
Recettes non fiscales et non parafiscales (dividende des entreprises dont l'État est actionnaire, bénéfices issus des biens dont l'État est propriétaire, revenus des entreprises publiques produisant des biens ou fournissant des services, ...): 7,1 %		<b>X</b>	

25



Nous sommes donc bien loin de la « rage taxatoire » tant dénoncée par le patronat !

Tous et toutes bénéficient des services publics et de la Sécurité sociale. Mais ceux et celles qui détiennent le

capital et les entreprises participent proportionnellement moins au financement de la collectivité!

Alors, la prochaine fois que les patron-nes vous sortiront qu'ils et elles paient trop d'impôts, parlez-leur simplement des éléments repris dans ce tableau...

Et tant que vous y êtes, enfoncez le clou en leur rappelant que:

- **depuis le début des années 1980**, la fiscalité sur les salaires a augmenté de 20 % et celle sur les revenus du capital a diminué de 10 %<sup>16</sup>;
- **la réforme Reynders de 2001** a supprimé les tranches d'imposition les plus élevées (52,5 % et 55 %). La suppression de ces taux et le réaménagement des tranches ont eu pour effet que les 40 % des contribuables dont les revenus sont inférieurs à 12500 € par an ont vu leurs revenus baisser. Un seul pourcent de la population (revenus supérieurs à 99000 €) a vu les siens croître de 20 %. Cette réforme n'a profité qu'aux 9 % les plus riches de la population (exemple: les 3 familles actionnaires d'InBev de Spoelberch — de Mevius — Vandamme, dont la fortune en 2009 s'estimait à 13,76 milliards d'euros passent, en 2019, à une fortune cumulée de 36 milliards d'euros<sup>17</sup>) tout en privant l'État de recettes essentielles, encore plus en temps de crise.

L'impôt, base de la solidarité de notre société, est donc nécessaire! Mais il doit aussi être juste. Pour arriver à la justice fiscale, il faut enrayer la tendance actuelle et faire participer davantage les revenus du capital (plus-values boursières, loyers, etc.) et les entreprises au financement de la collectivité.

16] Chiffres, Rapport Monti.

17] [taxedesmillionnaires.be](http://taxedesmillionnaires.be)

## MOBILITÉ

**La prochaine fois qu'un-e 🦋🚗👤🚲🚲 te dira: « Je sais que la meilleure solution pour l'environnement c'est de prendre les transports en commun, mais bon... En plus, les trains sont toujours en retard et la TEC en grève, donc ça me revient au même prix. » INTOX!**

### L'INFO, c'est plutôt...

**La voiture, toujours plus chère que les transports en commun**

Le choix de donner la priorité à la voiture a été fait à une époque où l'on ignorait l'impact très largement négatif de ce mode de transport sur la société dans son ensemble. Eh oui, car au-delà du fait que la possession d'un véhicule coûte cher à celui ou celle qui l'utilise, les coûts externes (c'est-à-dire son impact sur la collectivité) sont très élevés. À la part du budget absorbée par l'entretien des routes<sup>18</sup>, s'ajoutent la pollution, les accidents de la route, etc.

Qu'en est-il des coûts individuels? On peut parfois entendre que la voiture coûterait moins cher que les transports en commun... On justifie cela par le prix du carburant au km, mais on oublie d'ajouter: l'usure des pièces, la taxe de circulation, l'entretien, l'assurance, etc. Selon une étude de 2021, les ménages wallons dépensent en moyenne 4362 € par an pour leur véhicule<sup>19</sup>.

18] L'investissement dans les transports publics ne représente qu'un tiers des dépenses publiques consacrées au transport. Les deux autres tiers sont consacrés au transport routier.

19] [plan.be/publications/publication-2021-fr-les\\_depenses\\_de\\_transport\\_des\\_menages\\_actualisation\\_2021](http://plan.be/publications/publication-2021-fr-les_depenses_de_transport_des_menages_actualisation_2021)



## Comparons maintenant un trajet en transport en commun ou en voiture, de Soignies à la Grand-Place de Bruxelles, aller-retour

Train	Voiture
Temps: 39 minutes Marche: 4 minutes Prix: 13,60 € (ticket sans réduction)	Temps: 56 minutes Prix: 14,48 € pour un diesel et 14,88 € pour une essence (E98) et 13,52 € (E95)  À cela s'ajoutent: les embouteillages et un parking à 3,20 € /heure
Total: 13,60 €	Total minimum: 16,72 €

### 28 Toujours en retard les transports publics ? 92,6 % des trains arrivent à l'heure



En comparaison avec les dizaines de minutes perdues dans les embouteillages et à chercher une place, y a pas photo... Car prendre les transports en commun pour se rendre sur son lieu de travail, ça veut également dire moins de chances de s'énerver, de pester sur « ce.tte co... devant » qui n'avance pas, par exemple...

Opter pour les transports publics, ça permet de polluer moins, de payer moins, d'arriver plus tôt et moins stressé-e au boulot.

Évidemment, tout le monde n'a pas la même facilité d'accès aux transports en commun. C'est pourquoi il faut les refinancer et développer l'offre de transports publics.

Pour finir, rappelons que le minimum légal de l'intervention patronale dans les frais de transport (SNCB et TEC) est en moyenne de 75 %. Certaines CCT prévoient même des remboursements intégraux des abonnements aux transports publics... Convaincant, non ?

## Mobilité et fiscalité

L'amélioration de la mobilité en entreprise commence par le trajet domicile-travail !

Le déplacement entre le domicile et le lieu de travail n'est légalement pas considéré comme temps de travail et n'est donc pas rémunéré. Cela signifie-t-il pour autant que ce trajet n'a pas sa place dans la concertation sociale de l'entreprise ? Évidemment que non ! Pensons au stress et à la fatigue qui en découlent pour les travailleur-euses qui sont contraint-es d'y consacrer beaucoup (trop) de temps et aux répercussions de ces (longs) déplacements sur leur vie professionnelle et familiale, sans oublier les coûts et les risques.

C'est pourquoi il faut encourager les différents mécanismes possibles à savoir :

- une « prime piétonne » pour les travailleur-euses faisant tout ou partie du trajet domicile-travail à pied ;
- stimuler la pratique du vélo et du vélo à assistance électrique (VAE) à destination de l'entreprise de différentes manières et user des possibilités fiscales ;
- encourager le covoiturage de manière significative grâce à la mise en place de l'incitant fiscal pour les covoitureur-euses ;
- encourager l'usage des transports publics à destination du lieu de travail ;
- diminuer ou éviter les déplacements associés à l'exercice d'une profession en favorisant le télétravail quand c'est possible.

### 29



## EUROPE

**La prochaine fois que vous entendrez un ou une mandataire politique vous dire que: « Oui, c'est une mesure difficile à prendre, mais c'est pas nous, ça vient de l'Europe! » INTOX!**

### L'INFO, c'est plutôt...

#### Comment ça marche l'Europe, au juste ?

La législation européenne l'emporte sur le droit national, même si les procédés varient. Ainsi, les règlements européens s'imposent de force dans tous les pays membres (aucun vote des parlements nationaux n'est requis). Quant aux directives européennes, les parlements nationaux peuvent les adapter de façon très partielle, mais le cœur du projet reste toujours défini au niveau européen.

#### Qui décide au niveau européen ?

Le cap global de la politique européenne est défini par des traités (ex. : Acte Unique européen, Traité de Lisbonne, etc.) Des traités qui sont signés par les États membres. Ensuite, les ministres des gouvernements des États membres siègent dans différents Conseils européens pour décider des grandes orientations de la politique européenne sur des matières précises (exemple : l'agriculture). C'est sur cette base politique que la Commission européenne rédige des textes de « lois » qu'elle proposera ensuite au Parlement européen (dont l'approbation est nécessaire OU facultative en fonction du sujet concerné). L'Union européenne est donc un instrument aux mains des États qui la composent. Elle agit en quelque sorte comme

un paravent derrière lequel bon nombre de mesures populaires peuvent être prises...

Les gouvernements nationaux (via leurs ministres) peuvent donc adopter des mesures qui ne passeraient pas au niveau national (privatisations, ouverture du marché aux OGM, etc.) et dire ensuite que « c'est l'Europe, qui veut ça... ». Pratique, non ?

### L'Europe actuelle est néolibérale!

La base de cette idéologie ? Le marché doit tout décider, et le monde politique est prié de faciliter la vie aux entreprises. Ainsi, le Marché Commun Européen a harmonisé dans 27 pays la production et la circulation des marchandises, mais a oublié le droit social, le niveau des salaires ou les conditions fiscales. Résultat ? Assurées de pouvoir faire circuler leurs produits dans toute l'Union européenne, les entreprises s'en donnent à cœur joie pour délocaliser, faire pression à la baisse sur les salaires, les conditions de travail... mais aussi sur l'impôt qu'elles doivent payer (et paient de moins en moins) aux États. D'où des finances publiques dans le rouge, des contrats de travail de plus en plus précaires, des horaires de travail de plus en plus flexibles... Comme si ça ne suffisait pas, l'Union européenne s'attaque aussi aux services publics (mécanismes de privatisation de la Poste, de la SNCB, etc.) et à la Sécurité sociale (pensions privées, chasse aux chômeur-euses, etc.), mais pas à la spéculation financière...

Cela a pour conséquence la fin de la redistribution solidaire des richesses, la « loi de la jungle » et la destruction de tous les droits conquis par les travailleur-euses. Le but est de transformer l'État en représentant exclusif





des intérêts patronaux afin de faire passer les besoins du marché et de l'économie avant ceux des travailleur·euses.

### **Pas de contre-pouvoir fort au niveau européen**

L'Europe s'attaque aussi à la concertation sociale entre syndicats et monde patronal. Un exemple ? Les récentes décisions judiciaires européennes pour entrave au marché qui condamnent certains États et organisations syndicales... Alors qu'ils tentaient juste de faire appliquer leur législation sociale<sup>20</sup>.

L'Europe n'est jamais que ce que l'on en fait. Il existe bien sûr des mécanismes de redistribution (Fonds de Développement Régional, notamment), mais il est indéniable que la majorité des politiques menées par l'Union européenne sont clairement néolibérales.

32



Le « Pacte de Compétitivité » actuellement imposé par l'Union Européenne en est un exemple parfait. Le but officiel ? Soutenir la compétitivité des États membres. Le but réel ? Accélérer le processus de destruction de nos conquêtes sociales par l'imposition d'une extrême austerité : rallongement de la durée de travail, diminution des salaires, coupes nettes dans les allocations sociales...

En Belgique, les syndicats disposent d'un poids important dans les décisions politiques, économiques et sociales. Au niveau européen, nous ne sommes pas encore arrivés à créer un tel rapport de force face à la politique néolibé-

20] Référence est ici faite aux arrêts Viking, Laval, Rüffert et Luxembourg de la Cour européenne de Justice. Pour mémoire, la Cour européenne de justice prend des décisions dont la valeur juridique est supérieure aux décisions nationales. Ce modèle est une véritable forme de « coup d'État », qui prive l'autorité publique nationale de sa capacité à régir les relations sociales, en équilibrant, dans sa propre législation, « droit du commerce » et « droit social ».

rale.

C'est pourquoi les Jeunes FGTB réaffirment la nécessité de créer un rapport de force plus favorable aux syndicats au niveau européen, seule garantie d'une participation des travailleur·euses à la construction européenne !

Les actions de la Confédération Européenne des Syndicats et les victoires engrangées dans certains secteurs (les dockers par exemple) montrent que la résistance au niveau européen est possible.

Non à l'Europe du Capital, oui à l'Europe sociale !

33



## CHÔMAGE

La prochaine fois qu'un·e 🧠🔪🦴🦋 te dira: « *Il reste au chômage, et iel gagne plus que moi, tu trouves ça normal?* » INTOX!

**L'INFO, c'est plutôt...**

**Ce n'est pas lui ou elle qui perçoit trop, c'est toi qui ne gagnes pas assez!**

### Juste un petit calcul

Pour une personne seule:

- le RMMM (Revenu mensuel minimum) est de: **1 954,99 € brut<sup>a</sup>**;
- l'allocation de chômage durant les 3 premiers mois sera de 1 270,74 € (65% du salaire perçu, soit 65 % de 1 954,99 €);
- le loyer moyen hors charges en Wallonie est de 741 €<sup>b</sup> (à Bruxelles de 1 104 €<sup>b</sup>)

Il reste **529,74 €** par mois en Wallonie et **166,74 €** à Bruxelles

a) [onem.be/fr/documentation/feuille-info/t67](http://onem.be/fr/documentation/feuille-info/t67)

b) [lalibre.be/economie/immo/2022/08/30/plus-de-1000-euros-pour-un-loyer-moyen-a-bruxelles-la-wallonie-en-forte-augmentation-voici-le-prix-des-appartements-en-belgique-NI74HCKQC5DOBE7JDMBYREVZRU](http://lalibre.be/economie/immo/2022/08/30/plus-de-1000-euros-pour-un-loyer-moyen-a-bruxelles-la-wallonie-en-forte-augmentation-voici-le-prix-des-appartements-en-belgique-NI74HCKQC5DOBE7JDMBYREVZRU)

Il faut encore compter les charges telles que l'électricité, l'eau et le chauffage, les frais de communication, d'ameublement, de loisirs (voyages, culture, restos)... et d'enseignement! Le calcul est simple pour se rendre compte que les allocations de chômage sont synonymes de survie dans le système capitaliste! Pour les chômeur·euses, la situation est devenue dramatique.

Sans oublier le sentiment d'exclusion sociale que vivent

les travailleur·euses sans emploi confronté·es à la chasse aux chômeur·euses, système d'exclusion qui ne crée pas d'emploi!



### Il faut revoir à la hausse le salaire minimum!

Le mécanisme, simple à comprendre, n'est pas assez connu: en précarisant les personnes sans emploi, on appauvrit tellement les gens qu'ils sont prêts à tout accepter: job minable, salaire de misère, horaires imbuables... Ainsi se multiplient les contrats précaires, au détriment de l'emploi normal et décent. Par conséquent, en s'en prenant aux chômeur·euses, ce sont les conditions de travail et les salaires de toute la classe laborieuse qu'on tire vers le bas.

Face à la menace de les remplacer par ces nombreux·ses demandeur·euses d'emploi, obligé·es de rechercher un travail inexistant, prêts à tout pour prendre leur place, les travailleur·euses disposent de peu de marge de négociation...

Ces politiques libérales déséquilibrent le rapport de force



qui permet à la classe laborieuse de revendiquer de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail. Travailleur-euses avec et sans emploi doivent être solidaires dans un combat commun pour le plein-emploi de qualité!

36



## SÉCURITÉ SOCIALE

**La prochaine fois qu'un-e    te dira : « *Moi j'en ai marre que la moitié de mon salaire parte pour payer les chômeur-euses!* » INTOX!**

### L'INFO, c'est plutôt...

**Seulement 0,87 % de ton salaire brut alimente la caisse du chômage!**

Et encore, le budget de la partie « chômage » de la Sécurité sociale paye aussi les prépensions, les crédit-temps, les réductions de cotisations sociales pour les plans d'embauche, le chômage temporaire...

Répartition	Quote-part personnelle ouvrier-ère ou employé-e (%)
	13,07
Pensions	7,5
AMI (soins de santé)	3,55
AMI (indemnités)	1,15
<b>Chômage</b>	<b>0,87</b>

Voir le schéma du salaire direct et indirect, pages 18-19 .

**76 % du budget de la Sécurité sociale sont consacrés aux soins de santé et aux pensions!**

L'argent cotisé collectivement est réparti dans les différents secteurs de la Sécurité sociale.

Les branches les plus importantes sont les remboursements de soins de santé et les pensions. Ensuite, viennent l'ONEM (réparti entre les allocations de chômage, les

37



aides à l'emploi, les vacances jeunes, les crédit-temps...) et surtout les allocations familiales.

**Un écolier de 7 ans, une travailleuse de 35 ans, un prépensionné de 58 ans, on a tous besoin de la Sécurité sociale!**

Services	Avec Sécu	Sans Sécu
Visite chez le médecin généraliste	26 €	76 €
Détartrage annuel chez le dentiste	14 €	55 €
Accouchement sans complication	251 €	3 094 €
Carie (obturation 3 faces + Technique adhésive + digue)	15 € (ou 27 € si pas de visite chaque année)	89,50 €

Chiffres 2020 transmis par le service d'étude de Solidaris

La Sécurité sociale, c'est un processus de SOLIDARITÉ entre les personnes en bonne santé et les malades, les personnes actives et retraitées, les travailleur-euses avec et sans emploi, les familles avec et sans enfants...

Tout le monde se retrouve(ra) dans l'une ou l'autre catégorie!

Les allocations de chômage, les remboursements de la mutuelle ou les allocations familiales sont un droit! Nos grands-parents se sont battus pour obtenir ces droits, source de bien-être pour tous. On ne sait jamais ce que la vie peut nous réserver: perte d'emploi, accident, maladie... Il ne s'agit donc nullement d'espérer que l'on nous

accorde la charité, mais bien d'un instrument de solidarité qui nous appartient!

38



39



## ENSEIGNEMENT ET FORMATION

**La prochaine fois qu'un·e 🧑🏻🧑🏼🧑🏽🧑🏾🧑🏿 te dira: « Si les jeunes ne trouvent pas de boulot, c'est parce que l'école ne les a pas correctement formé·es. » INTOX!**

### L'INFO, c'est plutôt...

**Pour que les jeunes s'insèrent sur le marché de l'emploi, il faut leur laisser de la place!**

Offre d'emploi en Wallonie: 1 job pour 5 personnes!  
Ce n'est pas avec des mesures comme le pacte « anti-génération » que l'on va créer de l'emploi pour les jeunes!

40



### Les entreprises doivent assumer leur part de formation!

Suivant les accords définis entre les interlocuteurs sociaux, la part salariale des entreprises privées consacrée à la formation du personnel doit atteindre une moyenne nationale de 1,9 % ; elle n'a jamais atteint ce montant, stagnant autour de 1,6 % jusqu'à fin 2016 et largement en dessous de la moyenne européenne de 2,3 %. Depuis l'adoption de la loi du 05/03/2017, ce pourcentage est remplacé en Belgique par l'obligation aux entreprises employant plus de 20 personnes d'offrir en moyenne 5 jours de formations par équivalent temps plein par an; au 1<sup>er</sup> octobre 2019, un quart des chef·fes d'entreprises concerné·es par cette obligation ne la remplissaient pas! Depuis l'élaboration du « Pacte de solidarité entre les générations », il est prévu des sanctions pour les entreprises qui ne réaliseraient pas assez d'efforts! Le patronat se plaint? Qu'il applique les accords et forme son personnel!

### Il faut de véritables formations en alternance!

L'enseignement technique et professionnel connaît un manque constant d'enseignant·es qualifié·es<sup>21</sup>. Mais on observe aussi une pénurie des lieux de stage. Les spécialistes ne se bousculent pas aux portillons des écoles pour dispenser leur précieux savoir. Sans parler du manque de qualité de certains stages où les jeunes passent leur journée à balayer sans apprendre le métier auquel iels se destinent!

### De quoi le patronat se plaint-il?

Il y a une contradiction entre la soi-disant mauvaise formation des jeunes et le fait que la Belgique soit dans le top 5 européen en termes de productivité<sup>22</sup>.

Il faut également rappeler que le rôle de l'école, tel que défini dans la charte de l'enseignement officiel<sup>23</sup>, n'est pas de produire des machines prêtes à l'emploi, mais bien des citoyen·nes réfléchi·es, responsables, critiques et aptes à remettre en question la société dans laquelle ils et elles vivent et travaillent!

41



21] Cf. « Fonctions touchées par la pénurie »: [enseignement.be](http://enseignement.be)

22] [rtbf.be/article/productivite-la-belgique-peine-a-se-maintenir-en-quatrieme-position-10266647](http://rtbf.be/article/productivite-la-belgique-peine-a-se-maintenir-en-quatrieme-position-10266647)

23] [enseignement.be](http://enseignement.be)

## LES ACTIONNAIRES

**La prochaine fois qu'un-e 🧠🔪💀🌪️ te dira : « J'investis de l'argent et je prends des risques; il est donc normal que je décide de tout et que ça me rapporte beaucoup. » INTOX!**

### L'INFO, c'est plutôt...

#### Sans notre travail, leur capital ne vaut pas un balle!

Le patronat crie sans cesse que ce sont ses investissements qui créent l'emploi et la richesse. Mais la vraie équation est celle-ci : ce sont les travailleur-euses qui assurent la production et les bénéfices des entreprises. Sans eux et elles, plus de production, plus de bénéfices, plus d'argent!

42



#### Faut faire la différence entre gagner sa vie et ruiner celle des autres!

On prive les travailleur-euses d'une part toujours plus importante des richesses issues de leur production : le rapport entre leur salaire et celui de certain-es membres du patronat est quelques fois de 1 à 300. Dans le même temps, la FEB veut supprimer l'indexation automatique des salaires. En 2018, les CEO du BEL20 ont vu leur rémunération annuelle progresser de 14 % sur 4 ans! Entre le 1<sup>er</sup> et le 10 janvier 2020, ces mêmes CEO ont gagné l'équivalent d'un an de salaire du ou de la travailleur-euse belge median-e... On comprend qu'EUX puissent se passer d'indexation.

Les primes et autres bénéfices des actionnaires ne font qu'augmenter. L'année 2019 aura été une année plus que fructueuse pour les investisseur-euses avec une augmen-

tation de 22 % de l'indice BEL20. Pourtant, un rapport de l'ONU démontre que, dans de nombreux pays, le taux d'investissement des entreprises a baissé durant cette même période. Les bénéfices engrangés grâce au labeur du personnel sont de moins en moins réinvestis. Dans le même temps, celui-ci doit faire face à des contrats de plus en plus précaires, une flexibilité accrue, des conditions de travail indécentes...

Aujourd'hui, de nombreuses entreprises, dépendantes des caprices de leurs actionnaires, exigent des rendements toujours plus importants. Si ces chiffres ne sont pas atteints, certains groupes (Nestlé, InBev, Caterpillar...) n'hésitent pas à fermer des sites pourtant bénéficiaires!

#### Pourquoi les actionnaires obtiennent-ils des rendements à deux chiffres alors que ce ne sont pas eux qui travaillent ?

Le site Caterpillar Gosselies a engrangé plusieurs millions d'euros de bénéfices, en 2015, avec 201 millions de bénéfices cumulés amassés au niveau belge. Bénéfices acquis notamment grâce à des aides fiscales, donc de l'État!

Les dividendes payés aux actionnaires n'ont cessé d'augmenter.

Pourtant, alors qu'en 2014 Caterpillar distribue 1,6 milliard de dollars à ses actionnaires, la société licencie 10000 personnes dans le monde!

Le site Caterpillar de Gosselies a fait également les frais des demandes de ses actionnaires d'une rentabilité toujours plus folle et, le 2 septembre 2016, près de 2200 personnes apprennent que le site va fermer. Un véritable

43



drame social.

Cet exemple, parmi tant d'autres, ne fait que souligner une évidence : le seul intérêt du monde patronal et de ses actionnaires est de se remplir les poches ; il faut donc imposer des règles à respecter pour assurer une redistribution équitable des richesses.

Les exigences des actionnaires en termes de bénéfices sont indécentes. Le patronat, qui accuse à tort la Belgique de le taxer jusqu'à plus soif alors qu'il bénéficie de nombreux cadeaux fiscaux, demande encore à l'État de faire supporter la crise aux revenus du travail.

44



## ÉGALITÉ SALARIALE

**La prochaine fois qu'un-e 🧠🔪💀👁️ te dira : « Travail égal, salaire égal ? Il ne faut pas rigoler : les hommes sont plus efficaces que les femmes dans les métiers lourds. » ou « Les femmes doivent choisir entre leur carrière professionnelle et leur ménage. » INTOX!**

### **L'INFO, c'est plutôt...**

**Ce n'est pas seulement à l'usine qu'il y a des métiers lourds!**

Un-e puériculteur-trice travaille dès 7 heures du matin, en horaire coupé et flexible (dépendant aussi d'imprévus : on ne met pas un bébé à la rue à la fermeture de la crèche), il ou elle s'occupe de plusieurs enfants en bas âge pesant entre 5 et 14 kg qu'il faut soulever, changer, nourrir, éveiller, déshabiller, rhabiller. Un-e caissier-e réassortisseur-euse soulève et déplace plusieurs tonnes de marchandises par jour. Ajoutons les problèmes liés aux maladies, au bruit, aux positions pénibles (à genoux lors des activités), à la surcharge de travail lors de l'absence d'un-e collègue... Vous avez dit « métier pénible » ?

On peut nommer beaucoup d'autres secteurs (soins de santé, aide à la personne...) où la pénibilité de l'emploi n'est pas souvent mise en lumière. Pourtant ce sont des secteurs avec un fort pourcentage de travailleuses... dont les salaires sont souvent peu élevés.

### **Quand sexisme rime avec fascisme**

De tout temps, les formations fascistes ont manifesté la volonté d'écarter les femmes des carrières profession-

45



nelles, lieux de socialisation et d'émancipation. C'est donc un argument de base de l'extrême droite :

- appropriation de la liberté et du corps des femmes pour perpétuer le système patriarcal (droit à l'avortement, droit à une carrière et un salaire décent) ;
- historiquement, en Belgique, l'extrême droite prône les valeurs familiales et le fait de perpétuer par elles « *notre société, notre culture et notre patrimoine...* »<sup>24</sup> ;
- en France, le Rassemblement National est contre l'allongement du congé de paternité, puisque « *c'est la femme qui met au monde les enfants et qui les allaite* », ce qui est un frein à l'implication des pères dans l'éducation des enfants et au partage des tâches.

46



### Choisir entre carrière et famille, c'est réducteur !

Malheureusement, les infrastructures d'accueil pour les enfants et les personnes âgées n'étant pas suffisantes, une personne du couple doit souvent prendre un temps partiel. L'inégalité salariale entre hommes et femmes ne laisse pas le choix au couple, c'est souvent la femme qui sacrifie son temps de travail. Conséquence : son indépendance financière et sa vie sociale en prennent un coup et ne parlons pas de l'impact sur sa pension.

Les hommes et les femmes sont toustes pénalisé-es par cette inégalité. En effet, de nos jours, si le travail reste un moyen d'émancipation pour la majorité, de plus en plus d'hommes désirent consacrer plus de temps à leur vie privée. Le système patriarcal capitaliste empêche l'éman-

24] Programme du Front Nouveau de Belgique, point 5 : [fnbt.be](https://www.fnbt.be)

icipation des femmes et a également un impact sur beaucoup d'hommes.

Selon une récente étude de la Confédération européenne des Syndicats, il faudra 84 ans, si on ne change rien, pour que les femmes et les hommes gagnent le même salaire en Europe.<sup>25</sup>

La réduction collective du temps de travail et l'individualisation des droits sociaux pourraient véritablement réduire ces inégalités !

N'oublions pas que l'écart salarial général sur base annuelle en Belgique est toujours de 22,7 % en 2022.

47



25] Celle-ci se base sur les derniers chiffres d'Eurostat en termes d'écart salarial, calculés en général sur les données de 2018, et en les comparant aux chiffres de 2010.



## RÉDUCTION COLLECTIVE DU TEMPS DE TRAVAIL

La prochaine fois qu'un·e 🧠🔪👤🌞 te dira: « *La réduction collective du temps de travail, c'est bien beau, mais c'est impossible! Et en plus, qui va financer le maintien de salaire?* » **IN-TOX!**

### L'INFO, c'est plutôt...

**On ne propose pas des mi-temps pour tout le monde!  
Mais une avancée sociale collective!**

Réduction collective du temps de travail ne veut pas dire emplois à temps partiel pour toustes! Il s'agit d'une réduction de l'horaire des temps pleins, sans perte de salaire et avec embauche compensatoire.

La réduction collective du temps de travail fait partie d'une nécessaire évolution sociale. C'est aussi une forme de répartition équitable des richesses entre la classe laborieuse, le patronat et l'actionariat.

S'il y a un siècle, on s'était dit que la réduction du temps de travail était impossible, on travaillerait encore 12 heures par jour et 7 jours sur 7...

Tout le monde y gagne! Le nombre d'emplois disponibles augmente, entraînant la diminution du chômage. Il y a donc moins de personnes qui touchent le chômage et plus de travailleur·euses qui cotisent à la Sécurité sociale. Les sommes ainsi perçues peuvent assurer le refinancement d'autres branches de la Sécurité sociale (soins de santé, pensions, etc.)

**En moyenne on travaille déjà moins que l'horaire minimum... Mais c'est le patronat qui y gagne!**

En Belgique, on travaille actuellement en moyenne 31 heures/semaine. Cela s'explique notamment par la part des contrats à temps partiel dans le calcul (1/4 des contrats). Les temps partiels sont individualisés et souvent imposés par le patronat. Qui dit temps partiel, dit salaire partiel. En revanche, si le travail n'est pas fini et la patron·ne vous demande de faire des heures supp', il ou elle pourra encore les déduire fiscalement. Toujours un bénéfice en plus pour le patronat!

**Passer toutes à 32 heures/semaine collectivement, c'est possible!**

La FGTB propose la réduction collective du temps de travail sans perte de salaire et avec embauche compensatoire.

- collective, cela signifie qu'elle concernera tout le monde et qu'elle sera mise en œuvre dans un objectif d'**intérêt général** (la fin du chômage) et non aux services des **intérêts particuliers du patronat**;
- sans perte de salaire, cela signifie que chaque personne gagnera un salaire de temps plein actuel (38 heures);
- avec embauche compensatoire, pour réduire drastiquement le chômage. Pour cela, il est bien sûr nécessaire de limiter plus sévèrement les heures supp'.

48



49



### Juste un petit calcul

Pour revenir au plein-emploi:

Les chiffres pertinents (relatifs à l'année 2018) sont les suivants:

- nombre total d'heures travaillées en Belgique: 6 342 132 783<sup>a</sup>;
- population active occupée: 4 006 401<sup>b</sup>;
- nombre total de sans-emploi (chômage, stage d'insertion, RCC...): 693 000.<sup>c</sup>

Voyons ensuite l'effet que cette mesure aura sur les heures de travail:

$$\frac{\text{Nombre total d'heures travaillées}}{\text{Population active occupée}} = 1\,583 \text{ h/personne/an}$$

Si l'on ajoute les sans-emploi, on obtient:

$$\frac{\text{Nombre total d'heures travaillées}}{\text{Pop. active occupée} + \text{Sans-emploi}} = 1\,349 \text{ h/personne/an}$$

**Soit une diminution de 14,78 % du temps de travail par personne.**

a] Source: [data.oecd.org/fr/emp/heures-travaillees.htm](http://data.oecd.org/fr/emp/heures-travaillees.htm)

b] Source: [bestat.statbel.fgov.be/bestat/crosstable.xhtml?view=38d7484d-0d42-4464-8cdb-835a0dd3dff7](http://bestat.statbel.fgov.be/bestat/crosstable.xhtml?view=38d7484d-0d42-4464-8cdb-835a0dd3dff7)

c] Source: Bureau National du Plan — Perspectives économiques 2010 - 2015, d'après une étude de la FGTB wallonne en 2018.

### Intéressant, non ?

La réduction collective du temps de travail laisse plus de temps pour se consacrer à d'autres activités. Ça veut dire plus de bien-être pour toutes !

50



51



Si l'on applique ce taux à la semaine de 38 heures (maximum légal depuis 2003): **cela représente près de 5 heures et 40 minutes. Soit la semaine de 32 heures et 20 minutes... Il n'y a plus de réduction collective depuis le début des années 2000. Les chiffres nous montrent que nous sommes déjà proches des 32 heures... Si nous tentions les 30 heures ?**

## LES PENSIONS<sup>26</sup>

La prochaine fois qu'un-e 🧑🏻/🧑🏼 te dira: « Avec le vieillissement de la population, il va falloir travailler plus longtemps pour payer les pensions. Sinon, il n'y aura plus assez d'actif-ves pour les financer ou alors, faut prendre une assurance pension. » INTOX!

### L'INFO, c'est plutôt...

La production de richesses est de plus en plus importante, les pensions on peut les payer!

Les travailleur-euses produisent de plus en plus de richesses: le PIB<sup>27</sup> en Belgique ne fait que grimper. Entre 1970 et 2019, la valeur du PIB a plus que triplé, pour atteindre 478 milliards d'euros<sup>28</sup>.

Alors où est le problème? Encore une fois, la répartition des richesses entre ceux et celles qui les créent et ceux et celles qui en profitent!

52



26] L'Office national des Pensions: [rvponp.fgov.be](http://rvponp.fgov.be)

27] Le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur économique qui mesure le niveau de production d'un pays. Il est défini comme la valeur totale de la production interne de biens et services dans un pays donné au cours d'une année donnée.

28] Banque Nationale de Belgique: [nbb.be/belgostat/PublicatieSelectielinker?LinkID=656000098|91000082&Lang=F](https://nbb.be/belgostat/PublicatieSelectielinker?LinkID=656000098|91000082&Lang=F)

### Juste une petite démonstration

- Si chaque année l'augmentation de la richesse produite entraîne l'augmentation de la richesse créée dans un pays, il pourrait y avoir une augmentation des rémunérations de ceux qui la créent.
- Selon les estimations du Bureau du Plan, le PIB va s'accroître de 1 à 2 % chaque année entre 2019 et 2070: donc + 51 % au minimum. Le coût du vieillissement augmenterait quant à lui de 4,3 %. Donc (chiffres en milliards d'euros):

	2019	2070 (+51 %)
<b>PIB</b>	478,645	722,754
<b>Coût du vieillissement</b>	117,268	(+4,3 %) 208,253
<b>Marge</b>	361,377	514,601

- C'est alors sur cette augmentation de rémunération qu'une partie pourrait être consacrée à la protection sociale en général (via les cotisations sociales perçues pour la Sécurité sociale).
- Ainsi le problème des retraites et de l'assurance-maladie serait automatiquement résolu.  
C.Q.F.D. (Ce Qu'il Fallait Démontrer).

53



Mais on essaye de nous faire peur en prétendant que les pensions sont impayables. La solution préconisée par les capitalistes est d'imposer une pension par capitalisation. Capitalisation? C'est tout l'inverse de notre système de Sécurité sociale. Les pensions légales fonctionnent en effet sur le principe de la répartition (solidarité et redistribution): les travailleur-euses salarié-es payent pour les personnes retraitées.

Les pensions privées fonctionnent par capitalisation: chaque travailleur-euse qui en a les moyens se constitue une assurance pension individuelle. Mais, pour faire fructifier cette épargne, les fonds de pension spéculent en bourse et investissent dans des entreprises en exigeant des rendements astronomiques, déconnectés de l'économie réelle. Résultat: les entreprises qui ne sont pas assez rentables à leurs yeux sont restructurées, délocalisées ou tout simplement fermées! Autre conséquence, cet argent placé en Bourse alimente les bulles spéculatives qui nous ont menés et nous mèneront, encore, à la crise!

**Assurance — pension privée? Trop risqué, on peut tout perdre en bourse! L'exemple nord-américain risqué d'infecter notre système de répartition solidaire<sup>29</sup>!**

Aux États-Unis, la pension légale a le rôle d'un mince filet de sécurité contre la misère totale. La quasi-totalité cote donc auprès des fonds de pension privée. Soit dans des plans à « bénéfices garantis », où les travailleur-euses versent une cotisation à leur entreprise qui s'engage à leur verser une retraite d'un montant fixé à l'avance, soit ils et elles décident de placer leur capital dans un fonds non garanti, mais plus souple (actions et titres « toxiques », notamment).

Avec la crise, c'est tout le système de retraites par capitalisation qui vacille. En effet, que les bénéficiaires des pensionné-es soient garantis ou non, si l'entreprise qui gère les fonds de pension fait faillite et/ou si le marché boursier s'effondre, ils ou elles auront tout perdu. Il suffit de se souvenir de l'exemple d'Enron en 2001, dont la faillite avait fait perdre la totalité de leur épargne pension

aux milliers d'employé-es d'Enron et... à des centaines de milliers de personnes qui avaient confié la gestion de leur épargne à Enron.

Devant le désastre créé par ces pensions-casino, pas de quoi s'étonner que près de 20 % des personnes de plus de 65 ans aux États-Unis choisissent de continuer à travailler pendant leur pension...

Crise des subprimes en 2008, de la « dette grecque » en 2009, de la bulle immobilière espagnole en 2010-2014, scandale des *Panama Papers* en 2016, crise sanitaire de 2020, crise énergétique mondiale de 2021-2022, ... Le capitalisme ne fait que confirmer chaque fois son inefficacité et sa logique destructrice, tant au niveau économique que social et environnemental.

Est-ce à ce « marche ou crève » que l'on veut nous mener en Belgique ?

**C'est un choix politique encore une fois!**

Il ne faut pas être économiste pour se rendre compte qu'il y a une formidable concentration de richesses dans les mains d'un petit nombre de personnes. Une meilleure répartition des richesses permettrait le financement de notre système de pensions par répartition et une protection sociale renforcée.



## IMMIGRÉ·ES

La prochaine fois qu'un·e 🗡️👤👤 te dira: « On a encore régularisé une flopée de demandeur·euses d'asile! Et pourquoi? Travailler au noir! Prendre le travail des Belges, ou pire encore, profiter du chômage! Iels sont bien planqué·es celleux-là. » INTOX!

### L'INFO, c'est plutôt...

#### Pas tant de régularisations que cela!

Au niveau mondial, l'immigration représente environ le déplacement de 272 millions de personnes pour 7,5 milliards d'habitant·es<sup>30</sup>. La majorité de mouvement de population a lieu entre les pays du Sud (97 millions), ce qu'on appelle l'immigration « Sud-Sud »<sup>31</sup>. En 2018, on estimait que 2,4 millions d'immigrant·e·s venant de pays tiers ont immigré dans l'UE-27<sup>32</sup>, soit moins d'1 % des flux migratoires mondiaux. On est bien loin du « grand remplacement » dénoncé par l'extrême droite...

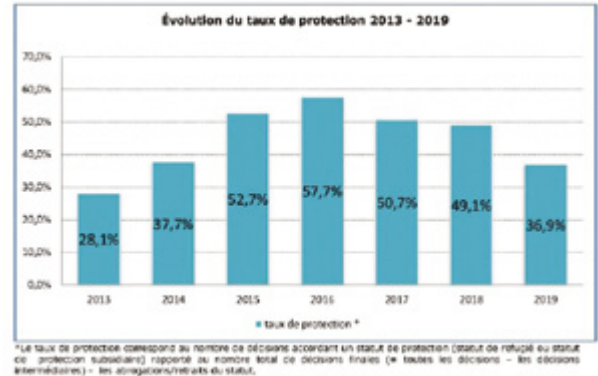
Au contraire, en Belgique comme partout en Europe, la politique migratoire n'a jamais été aussi restrictive et sécuritaire. Cette logique de blocage des flux de personnes d'origine étrangère se base sur une méfiance, un soupçon à l'égard des autres.

30] [un.org/fr/sections/issues-depth/migration/index.html](http://un.org/fr/sections/issues-depth/migration/index.html)

31] [caritasinternational.be/fr/urgence-et-developpement/migration-sud-nord-quel-role-pour-le-developpement](http://caritasinternational.be/fr/urgence-et-developpement/migration-sud-nord-quel-role-pour-le-developpement)

32] [ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Migration\\_and\\_migrant\\_population\\_statistics/fr#Les\\_flux\\_migratoires:\\_2.2C4.C2.A0millions\\_de\\_ressortissants\\_de\\_pays\\_tiers\\_ont\\_immigr.C3.A9\\_dans\\_l.E2.80.99UE-27\\_en\\_2018](http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Migration_and_migrant_population_statistics/fr#Les_flux_migratoires:_2.2C4.C2.A0millions_de_ressortissants_de_pays_tiers_ont_immigr.C3.A9_dans_l.E2.80.99UE-27_en_2018)

À titre d'exemple: En 2019, 27742 personnes ont introduit une demande de protection internationale auprès de l'Office des étrangers (OE). Seules 36,9 % des décisions finales se sont soldées par l'octroi d'une protection. De manière générale, le taux de protection n'a cessé de baisser entre 2016 et 2019 (57,7 % en 2016, 50,7 % en 2017 et 49,1 % en 2018<sup>33</sup>).



### On ne quitte pas son pays, sa famille, ses proches pour devenir esclave sans raison!

Les conditions des travailleur·euses sans-papiers sont exécrables. Qui rêve de travailler au noir, 10 heures par jour à 3 €/l'heure, de faire les boulots les plus durs et les moins bien payés dans des conditions d'insécurité et de précarité inimaginables, de se faire confisquer son passeport par des patron·nes véreux·ses et d'être contraint·es à

33] [ibz.be/fr/presse/statistiques-dasile-bilan-2019-09-janvier-2020](http://ibz.be/fr/presse/statistiques-dasile-bilan-2019-09-janvier-2020)



l'esclavagisme ou à la prostitution ?

Ces hommes et ces femmes veulent tout simplement travailler dignement. Mais sans permis de séjour, pas de permis de travail. Et sans permis de travail, pas de travail décent, pas de droits!

Les procédures de régularisation restent arbitraires et ponctuelles. Il faut établir des critères clairs et permanents de régularisation, comme le rappellent les collectifs de sans-papiers depuis des années.

Les raisons économiques et climatiques ne sont pas suffisamment prises en compte dans les procédures d'accès à un titre de séjour. Pourtant, l'économie des pays dont sont issus ceux et celles qui demandent l'asile est ravagée par les conséquences des politiques néolibérales des pays du nord et, de plus en plus, par la crise économique. Les pays riches feraient mieux d'assumer leurs responsabilités avant de s'en prendre aux travailleur-euses immigré-es.

### **Travail au noir ? Parlons-en... Ça ne profite qu'au monde patronal, c'est lui qu'il faudrait contrôler!**

Le patronat a intérêt à entretenir cette armée de réserve de main-d'œuvre corvéable à merci.

Cela lui permet :

- de faire pression à la baisse sur les salaires en faisant jouer la concurrence entre travailleur-euses avec et sans papiers ;
- de renforcer la segmentation du marché du travail<sup>34</sup>, divisé entre un marché primaire (socialement et économiquement valorisé) et un marché secondaire (où les conditions de travail et les salaires sont moins

bons). Ainsi les travailleur-euses migrant-es occupent les boulots les plus dépréciés que personne d'autre ne veut faire (les mines, la construction, la sidérurgie, l'horticulture, les hôtels, les restaurants, le travail ménager...).

Le capitalisme européen a donc structurellement besoin du travail des migrant-es qui lui rapporte énormément de profits. De nombreuses études ont démontré l'effet favorable de la régularisation des sans-papiers pour l'ensemble de la collectivité. Un rapport de l'OCDE estime que l'apport fiscal des immigré-es en Belgique atteint 0,3 % du PIB<sup>35</sup>.

### **Les demandeur-euses d'asile ne perçoivent pas de chômage!**

En Belgique, contrairement à ce qu'affirme souvent l'extrême droite, les demandeur-euses d'asile ne reçoivent **aucun** soutien financier (chômage, CPAS, etc.) de la part de l'État!

Les demandeur-euses d'asile ont droit à l'aide matérielle pendant l'examen de leur demande d'asile. Cette aide concerne dans un premier temps les besoins de base : un endroit où dormir, des repas, des vêtements et un accès aux sanitaires.

Ainsi, le centre d'accueil prévoit tous les besoins de base : un toit, des repas, des soins médicaux. Les demandeur-euses d'asile adultes ne reçoivent pas d'aide directe sauf de « l'argent de poche » qui leur permet de couvrir des petits frais, hors alimentation et produits de

35] [rtbf.be/info/societe/detail\\_chiffres-de-l-immigration-les-migrants-sont-ils-un-poids-pour-l-economie-belge?id=10180638](https://rtbf.be/info/societe/detail_chiffres-de-l-immigration-les-migrants-sont-ils-un-poids-pour-l-economie-belge?id=10180638)



première nécessité. Cette aide est de 7,90 € par semaine (cette allocation est d'une soixantaine d'euros par semaine par adulte dans le cas d'un logement individuel organisé par un CPAS ou une association<sup>36</sup>)... On est bien loin du montant du Revenu d'Intégration Social ou du chômage<sup>37</sup>.

Il faut d'urgence légiférer pour une politique d'accueil digne et humaine!

60



36] [fedasil.be/fr](https://fedasil.be/fr)

37] Pour les cohabitant-es (catégorie 1), le revenu d'intégration s'élèvera à 639,27 €; pour les personnes isolées (catégorie 2), à 958,91 €.

## LA CRISE

La prochaine fois qu'un-e 🧨🔪💀🦠 te dira: « *C'est la crise, il faut que l'on fasse toutes un effort pour s'en sortir!* » INTOX!

### L'INFO, c'est plutôt...

#### Ce n'est pas la crise pour tout le monde!

On entend souvent que la population doit faire un effort alors que le grand patronat n'a jamais été aussi riche. Le magazine *Forbes* a diffusé la liste des milliardaires pour 2020: depuis 2010, le nombre de milliardaires en dollars est passé de 1 011 à 2 095. Leur patrimoine cumulé représente un total de 8 000 milliards de dollars contre 3 600 il y a 10 ans<sup>38</sup>!

Quelques exemples ?

En pleine crise du Coronavirus:

- Le 20 juillet 2020, Bezos a gagné 13 milliards de dollars en une seule journée. Un record du monde.
- Le vendredi 31 juillet 2020, selon l'indice Billionnaire de *Bloomberg*, les actions *Facebook* ont grimpé de 8,2 % pour atteindre 253,67 \$, ce qui a permis au PDG Mark Zuckerberg de gagner 7 milliards de dollars. Le même jour, les actions d'*Amazon* ont grimpé de 3,7 % pour atteindre 3 164,68 \$ faisant gagner également 7 milliards de dollars à son PDG Jeff Bezos.
- En octobre 2021, Elon Musk atomise le record de Bezos en gagnant 36 milliards de dollars en une seule journée.

38] [forbes.fr/classements/ces-pays-ou-le-nombre-de-milliardaires-explosent](https://forbes.fr/classements/ces-pays-ou-le-nombre-de-milliardaires-explosent)

61



De nouvelles statistiques de l'*Institute for Policy Studies* ont révélé que plus de 600 milliardaires américains ont vu leur richesse augmenter en moyenne de 42 milliards de dollars au cours de chaque semaine de la pandémie, entre le 18 mars et le 16 juillet, atteignant un total de plus de 700 milliards de dollars.

Rappelons que l'enrichissement indécent de cette minorité n'a rien de nouveau. En pleine crise et durant l'instauration de nouvelles politiques d'austérité :

- le patron de GDF Suez, Gérard Mestrallet, a perçu, en 2009, une rémunération de 3,34 millions d'euros (ce qui représente 190 fois le revenu minimum moyen garanti), soit 5,4 % de plus qu'en 2008 ;
- le PDG d'AB InBev a perçu, en 2009, 7,43 millions d'euros, soit près de 7,5 fois son salaire de 2008.

62



Les crises successives ne font qu'accroître les richesses d'une minorité et la pauvreté d'une immense partie de la population.

Pendant que les profits sont empochés par **les actionnaires et le monde patronal**, la réalité des travailleur-euses est de plus en plus difficile. Partout, la pauvreté augmente et l'accès aux droits fondamentaux (logement, santé, école...) se dégrade.

Rien qu'en Belgique, les effets des crises successives sur les ménages se font de plus en plus durement ressentir : 4 enfants sur 10 grandissent dans la pauvreté à Bruxelles. En Wallonie et sur base des revenus de 2017, le taux de risque de pauvreté se situait entre 18,0 % et 25,8 %. Le taux de risque de pauvreté en Wallonie est inférieur au taux à Bruxelles (autour de 30 %), mais supérieur au taux

en Flandre (autour de 10 %) <sup>39</sup>.

Aujourd'hui, 16,4 % des Belges <sup>40</sup> (soit, 1 Belge sur 6) vivent sous le seuil de pauvreté (fixé à 1 184 € par mois, pour un-e isolé-e <sup>41</sup>). Et pourtant le patronat et les actionnaires des grandes entreprises, en accumulant des bénéfices qui se comptent en millions d'euros, s'en sortent très bien.

### La crise a bon dos!

C'est en son nom que le monde patronal justifie les licenciements et fermetures d'entreprises (Opel, InBev, Carrefour, Ryanair, GSK...). Certaines entreprises, pourtant bénéficiaires, licencient pour pouvoir plus facilement délocaliser dans des pays où les salaires et la fiscalité sont minimaux. Encore une fois, ce sont les actionnaires qui dictent la marche à suivre. Au nom d'un profit à optimiser sans fin, iels exigent toujours de nouvelles réductions de coûts de production et sabrent dans les salaires et les emplois.

### Le capitalisme est un système qui mène à la crise. Ce n'est pas la faute des travailleur-euses!

Les politiques de dérégulation en matière de circulation des capitaux ne font qu'accentuer la spéculation et ne profitent qu'aux plus riches. Il est donc urgent de mettre en place une vraie politique de taxation du capital et de sa spéculation. Cette politique est indispensable si l'on veut

39] [iweps.be/indicateur-statistique/taux-de-risque-de-pauvrete](http://iweps.be/indicateur-statistique/taux-de-risque-de-pauvrete)

40] [lalibre.be/economie/placements/un-belge-sur-six-est-considere-comme-a-risque-de-pauvrete-monetaire-5d03948e9978e2779643f1cd](http://lalibre.be/economie/placements/un-belge-sur-six-est-considere-comme-a-risque-de-pauvrete-monetaire-5d03948e9978e2779643f1cd)

41] [iweps.be/indicateur-statistique/taux-de-risque-de-pauvrete](http://iweps.be/indicateur-statistique/taux-de-risque-de-pauvrete)

63





que des moyens décents soient affectés à l'emploi, à la valorisation des salaires de base, **à la liaison des allocations sociales au bien-être**, c'est-à-dire à l'évolution des salaires et à la Sécurité sociale.

64



## Pour en savoir plus

### Brochures CEPAG disponibles gratuitement

Téléchargeables sur [cepag.be](http://cepag.be) ou en téléphonant :

Brochure « Justice fiscale = justice sociale »

☎ 02 506 83 96

Brochure « La mobilité : plus que jamais un défi syndical », 2009.

☎ 02 506 83 96

Brochure « Les pièges à l'emploi »

☎ 081 26 51 54

Brochure « 4J, la semaine de 4 jours en 32 heures, le partage ou la barbarie »

### Brochures FGTB disponibles gratuitement

Téléchargeables sur [fgtb.be](http://fgtb.be) ou en téléphonant :

« Guide sur et pour l'égalité femmes/hommes »

☎ 02 506 83 62

Rapport d'orientations FGTB wallonne 2018 : « Construire un nous à gauche »

### Les émissions Regards FGTB sur :

[fgtb-wallonne.be](http://fgtb-wallonne.be)

Les derniers titres :

- « Ceci n'est pas un trou »
- « Le salariat en question »
- « Dire le travail pour le faire changer »
- « La précarisation du travail »
- « Sans mettre de gants »
- « 40 ans de solidarité, les cellules de reconversion »
- « Karl Marx, le retour »
- « Il faut tuer Tina »

65



- « Cédric Hérou, devoir de solidarité »
- « Le procès de la solidarité »
- « Le fond de l'air est rouge, jaune, noir »
- « Vie à l'ombre »
- « Co TraiN, 3 ans déjà, l'heure du bilan »
- « Combat de pauvre »
- « Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce »
- « La sécu, notre cœur en commun »
- « Les luttes sociales passent aussi par les mots ».

## Pour se spécialiser

### ... en lisant :

- Ouvrage collectif, *Reconquista! Premiers rebonds du Collectif le Ressort*, Éditions du Cerisier, 2009
- Michel Beaud, *Histoire du capitalisme*, Éditions du seuil, collections Points Économie, 1981
- Christian Arnsperger, *Critique de l'existence capitaliste*, Éditions du Cerf, 2005
- Cédric Durand, *Le capitalisme est-il indépassable ?*, Éditions Textuel, 2010
- Marco Van Hees, *Didier Reynders, l'homme qui parle à l'oreille des riches*, Éditions Aden, 2007
- Marco Van Hees, *Le Frankenstein fiscal du Dr Reynders*, Éditions Aden, 2008
- Marco Van Hees, *Banques qui pillent, banques qui pleurent*, Éditions Aden, 2010
- Karl Marx, *Le Capital*, Garnier Flammarion, 1969, ou la version Manga, Édition Soleil Manga, 2011
- Tronchet, *Les damnés de la terre*, Éditions Albin Michel et Delcourt, 2000 à 2002
- Manu Larcenet, *Le combat ordinaire*, Dargaud, 2003 à 2008.
- Serge Halimi, *Le grand bond en arrière*, Éditions

Fayard, 2004

- *Les manœuvres de l'écriture, Paroles de chômeur-euses, écrits d'inutilisés*, Éditions du Cerisier, 2010
- Thomas Frank, *Pourquoi les pauvres votent à droite ?*, Éditions Agone, 2008
- Pascal Durand (dir.), *Les nouveaux mots du pouvoir*, Éditions Aden, 2007
- Mateo Alaluf, *Changer la société sans prendre le pouvoir. Syndicalisme d'action directe et renardisme en Belgique*, Éditions Labor, 2005
- Laurent Bonelli et Willy Pelletier (dir.), *L'État démantelé. Enquête sur une révolution silencieuse*, La découverte, Paris, 2010
- John Steinbeck, *Les raisins de la colère*, Folio, 1939
- John Steinbeck, *En un combat douteux*, Folio, 1936
- Robert Linhart, *L'établi*, Éditions de Minuit, 1978
- Éric Rydberg, *Petit manuel de contre-propagande économique*, Couleur Livres, 2010
- Laurent Cordonnier, *Pas de pitié pour les gueux. Sur les théories économiques du chômage*, Édition Raison d'agir, 2000
- Sophie Heine, *Oser penser à gauche. Pour un réformisme radical*, Édition Aden, 2010
- Naomi Klein, *La stratégie du choc*, Babel, 2008
- Christian Laval et al, *La nouvelle école capitaliste*, La Découverte, 2011
- Alain Bihl, *La novlangue néolibérale*, Éditions Syllepse, 2017
- Alain Bihl et al, *Dictionnaire des inégalités*, Armand Colin, 2014
- Manouk Borzakian, *Géographie zombie, les ruines du capitalisme*, Playlist Society, 2019





- Naomi Klein, *Tout peut changer*, Actes Sud, 2015
- Philippe Hambye et Jean-Louis Siroux, *Le salut par l'alternance*, La Dispute, 2018
- Thomas Piketty, *Le capital du XXI<sup>e</sup> siècle*, Seuil, 2013
- Johann Chapoutot, *Libres d'obéir*, Gallimard, 2020
- Damien Millet et Éric Toussaint, *La dette ou la vie*, Aden, 2011
- Nicolas Latteur, *Le travail: une question politique*, Aden, 2013
- Olivier Bonfond, *Il faut tuer TINA*, Cerisier, 2017
- David Graeber, *Dette: 5000 ans d'histoire*, Les Liens qui Libèrent, 2013
- Geoffrey Geuens, *La finance imaginaire*, Aden, 2011
- Derf Backderf, Kent State, *4 morts dans l'Ohio*, Ça et Là, 2020
- Harald, *Un cœur en commun. La belge histoire de la Sécurité sociale*, Delcourt, 2020
- Silvia Federici, *Le capitalisme patriarcal*, La Fabrique, 2019
- Mona Chollet, *Sorcières. La puissance invaincue des femmes*, Zones, 2018
- Luc Boltanski et Ève Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, 2011
- Grégory Chambat, *L'école des barricades*, Libertalia, 2014
- Daniel Guérin, *Fascisme et grand capital*, Libertalia, 2014
- Olivier Starquit, *Des mots qui puent*, Cerisier, 2018
- Collectif, *Divertir pour dominer. La culture de masse contre les peuples. Offensive*, L'échappée, 2010
- Edward S. Herman et Noam Chomsky, *La fabrication du consentement*, Agone, 2008
- Erik M. Conway et Naomi Oreskes, *L'effondrement*

*de la civilisation occidentale*, Les Liens Qui Libèrent, 2014

- Jean-François Bayart, *L'illusion identitaire*, Pluriel, 2018
- Julien Dohet et Olivier Starquit, *La bête a-t-elle mué, les nouveaux visages de l'extrême droite*, Édition du Centre d'Action Laïque, 2020
- Julien Brygo et Olivier Cyran, *Boulots de merde, du cireur au trader*, Éditions La découverte, 2016
- Nicolas Latteur, *Travailler aujourd'hui, ce que révèle la parole des salariés*, Éditions du Cerisier, 2017
- Bruno Poncelet, *Europe, une biographie non autorisée, de la « paix américaine » à la « civilisation poubelle »*, Éditions Aden, 2014
- Lucille Peytavin, *Le coût de la virilité*, Éditions Anne Carrière, 2021
- Alain Damasio, *La zone du dehors*, Éditions Folio SF, 2009
- Alain Damasio, *Les Furtifs*, Éditions Folio SF, 2014
- etc.

### ... en surfant:

- Acrimed: [acrimed.org](http://acrimed.org)
- Actu Chômage: [actuchoimage.org](http://actuchoimage.org)
- Attac: [wb.attac.be](http://wb.attac.be)
- À voix autre: [avoixautre.be](http://avoixautre.be)
- Campagne de la PAC pour l'impôt: [mercilimpot.be](http://mercilimpot.be)
- CEMAB: [cemab.be](http://cemab.be)
- CH'FAKIR: [fakirpresse.info](http://fakirpresse.info)
- Climat & Justice Sociale: [climatetjusticesociale.be](http://climatetjusticesociale.be)
- Contre attaque: [contre-attaque.be](http://contre-attaque.be)
- Dissidences: [dissidences.net](http://dissidences.net)
- Éconosphères: [econospheres.be](http://econospheres.be)





- Frère Albert : [frerealbert.be](http://frerealbert.be)
- Histoire du syndicalisme révolutionnaire et de l'anar-chosyndicalisme : [pelloutier.net](http://pelloutier.net)
- Indymedia : [indymedia.org/fr](http://indymedia.org/fr)
- Kokomag : [kokomag.wordpress.com](http://kokomag.wordpress.com)
- L'Aped : [skolo.org](http://skolo.org)
- La Décroissance : [ladedcroissance.net](http://ladedcroissance.net)
- Le CADTM : [cadtm.org](http://cadtm.org)
- Le collectif Le Ressort : [ressort.domainepublic.net](http://ressort.domainepublic.net)
- Le journal indépendant et militant : [lejim.info](http://lejim.info)
- Le Monde Diplomatique : [monde-diplomatique.fr](http://monde-diplomatique.fr)
- Le site de Michel Husson : [hussonet.free.fr](http://hussonet.free.fr)
- Les auteurs Marxistes en langue française : [marxists.org/francais/index.htm](http://marxists.org/francais/index.htm)
- Rezo.net : [rezo.net](http://rezo.net)
- 6com, l'info socio-économique : [6com.be](http://6com.be)
- Tranche de pastèque Vert dehors, Rouge dedans : [pasteque.agora.eu.org](http://pasteque.agora.eu.org)
- etc.

### ... en regardant :

- *Bread and roses*, de Ken Loach, 2000
- *Capitalism : A love story*, de Michael Moore, 2009
- *Combattre pour nos droits*, de Frans Buyens, 1962
- *Entre les murs*, de Laurent Cantet, 2008
- *Être et avoir*, de Nicolas Philibert, 2002
- *Hiver 60*, de Thierry Michel, 1982
- *It's a free world*, de Ken Loach, 2007
- *Le couperet*, de Costa-Gavras, 2005
- *Ressources humaines*, de Laurent Cantet, 2000
- *Les temps modernes*, de Charlie Chaplin, 1936
- *North country*, de Niki Caro, 2005
- *Nos enfants nous accuseront*, de Jean-Paul Jaud,

2008

- *Sicko*, de Michael Moore, 2007
- *The corporation*, de Jennifer Abbott et Mark Achbar, 2003
- *The Navigators*, de Ken Loach, 2002
- *The Yes Men*, de Chris Smith, Dan Ollman, Sarah Price, 2003
- *We feed the world*, de Erwin Wagenhofer, 2005
- *Welcome*, de Philippe Lioret, 2009
- *Le Direktor*, de Lars Von Trier, 2007
- *En guerre*, de Stéphane Brizé, 2018
- *Louise-Michel*, de Benoît Delépine et Gustave Kervern, 2008
- *Merci patron*, de François Ruffin, 2016
- *Les nouveaux chiens de garde*, de Yannick Kergoat et Gilles Balbastre, 2012
- *Parasite*, de Bong Joon-ho, 2019
- *The Edukators*, de Hans Weingartner, 2003
- *Grands puits et petites victoires*, de Olivier Azam, 2019
- *Mauvais élèves*, de Nicolas Ubelmann et Sophie Mitrani, 2016
- *Idiocracy*, de Mike Judge, 2006
- *Triangle of sadness*, de Ruben Östlund, 2022
- *Basta Capital*, de Pierre Zellner, 2019
- *La Loi du marché*, de Stéphane Brizé, 2015
- *Moi, Daniel Blake*, de Ken Loach, 2016
- *Annie Colère*, de Blandine Lenoir, 2022
- *El buen patrón*, de Fernando León de Aranoa, 2021
- *Tiempo después*, de José Cuerda, 2020
- etc.



### ... en écoutant:

- Là-bas si j'y suis: [la-bas.org](http://la-bas.org)
- Radio Panik: [radiopanik.org](http://radiopanik.org)
- etc.

### ... en jouant:

- Kapital!, de Pinçon-Charlot, 2019
- Antifa le jeu, de La Horde, 2022
- Complots faciles pour briller en société, de Asteroïd Games, 2021

## Références

Le site de la Centrale Générale des Service Publics:

[cgsp.be](http://cgsp.be)

Le site du gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire belge:

[infrabel.be](http://infrabel.be)

L'Office National de l'Emploi: [onem.be](http://onem.be)

Publication du Centre d'Éducation Populaire André Genot:

[cepag.be](http://cepag.be)

Publication de la Fédération Générale du Travail de Belgique:

[fgtb.be](http://fgtb.be)

Les orientations politiques de la FGTB wallonne: « Les solidarités

moteur de développement »: [fgtb-wallonne.be](http://fgtb-wallonne.be)

Le site de la Sécurité sociale: [socialsecurity.be](http://socialsecurity.be)

Institut national d'assurance maladie-invalidité: [inami.be](http://inami.be)

Le site des « Métallurgistes Wallonie-Bruxelles »:

[metallos.be](http://metallos.be)

Le site de l'Union Belge des Ouvriers du Transport:

[btb-abvv.be](http://btb-abvv.be)

Le site du Syndicat des employés, techniciens et cadres de la

FGTB: [setca.org](http://setca.org)

Le site de la Centrale Générale: [accg.be](http://accg.be)

Le site de la Centrale Alimentation Horeca Services FGTB:

[horval.be](http://horval.be)

Le site de la Centrale du Textile, Vêtement, Diamant:

[fgtb-tvd.be](http://fgtb-tvd.be)

Le site des Jeunes FGTB: [jeunes-fgtb.be](http://jeunes-fgtb.be)



74



# JEUNES★FGTB

Éditrice responsable : Catherine Opalinski  
rue Haute 42 — 1000 Bruxelles

Infographie : ProJeuneS asbl  
Imprimeur : Van Ruys S.A.

mai 2021

DÉTOX

